

Domaine

143 public

L'inflation, premier moteur de la centralisation

Comment voulez-vous que le citoyen s'y retrouve? L'inflation: dangereux ou anodin? Auriez-vous confiance en un médecin qui prendrait des mines graves pour déclarer qu'il vaut mieux laisser faire la nature? Or, une chronologie sommaire de l'année 1970 révèle:

1^{er} acte. Le Conseil fédéral, après avoir obtenu le vote du dépôt à l'exportation, se déclare satisfait de cette victoire platonique. Il a le jouet, mais il n'y touchera pas.

2^e acte. A la veille de l'explosion de l'indice des prix, les avertissements se multiplient. Silence.

3^e acte. L'indice s'affole. Le Conseil fédéral convoque les représentants des Cantons à Berne. Va-t-on frapper un grand coup?

4^e acte. Rien. Cette petite mise en scène pour conclure simplement qu'un homme averti en vaut deux.

Pourquoi cette passivité?

Le Conseil fédéral évoque la résistance du Parlement, qui rogne les ailes de ses bonnes intentions. Excuse non convaincante; face à une situation moins grave, M. Schaffner avait agi, même sans base constitutionnelle.

Mais surtout l'on va prétendant qu'il est aujourd'hui trop tard pour intervenir. D'ailleurs est signalé un tassement en Allemagne chez notre premier client. Est escompté surtout l'effet conjugué des restrictions de crédit et de la hausse des salaires (et des coûts de construction) pour stopper des investissements en asséchant les ressources en trésorerie de certaines industries ou en rendant trop faible la rentabilité de leurs investissements.

Telle est la philosophie libérale du laisser-faire la nature. Après l'accès, on attend que retombe la fièvre, toute seule.

Diagnostic inexact

Cette explication par cycle conjoncturel est d'une parfaite superficialité. Le Conseil fédéral lui-même n'y croit qu'à moitié.

En effet, à côté des causes traditionnelles de l'inflation jouent des causes structurelles propres, à la Suisse.

La principale est la pénurie durable de main-d'œuvre qui se fait péniblement sentir au moment où d'énormes travaux d'infrastructure (entraînés aussi par l'immigration inconsidérée des années 60) sont nécessaires.

Qu'on se réfère pour cet aspect de la démonstration à l'étude de prospective du professeur Kne-

schaurek, dont la première partie a été publiée en français dans le « Bulletin d'information » du délégué aux questions conjoncturelles, la seconde partie a été publiée dans une traduction de M. et M^{me} Fivaz, à Genève.

Contraction et centralisation

Toutes les activités tendent à se multiplier, mais si elles se heurtent à l'absence de main-d'œuvre, que faire?

Les cercles dirigeants ont choisi: laisser tomber les secteurs faibles, les entreprises marginales, pour récupérer leur main-d'œuvre. Or l'inflation est un des meilleurs moyens connus pour éliminer les sociétés de faible productivité ou toutes celles qui ne sont pas en situation de reporter sur les prix les nouvelles charges salariales.

On ne cache pas, à Berne, que c'est là, au moins, le bon côté de la chose.

Inconvénients majeurs

Certes, les entreprises faibles n'ont pas un droit constitutionnel à l'existence. Mais l'accélération de la concentration capitaliste développe d'autres effets:

1. Il accentue les déséquilibres régionaux et vide les régions faibles de toute substance démographique.

2. Il joue contre tous les services publics, et par conséquent freine le progrès qualitatif (soins hospitaliers, transports publics, etc.); il freine de même la capacité d'investissement des collectivités.

3. Il étire l'éventail des salaires, dégage de nouveaux privilèges. A Bâle, les professeurs d'Université seront, au maximum de leur carrière, payés 82 000 francs. Mais Bâle, comme Zurich, ont annoncé leur essoufflement à supporter le poids de l'Université. Elles se tournent vers la Confédération. M. Celio prédit que les Universités seront bientôt toutes fédérales.

4. La concentration économique accélère donc la concentration politique et lie à son sort toute une classe dirigeante, bien différente de celle qui, à juste titre, réclama, dès le début du siècle, cette indispensable centralisation qui devait permettre de réaliser la protection du travail ou l'AVS.

L'inflation, c'est la suprématie renforcée des Cantons les plus riches, obligés à leur tour de faire appel à la Confédération.

Peut-on laisser faire?

Après Burgos et Leningrad

Les travailleurs espagnols sont revenus. Ils nous rapportent l'image d'une Espagne divisée, comme doit l'être tout pays sous régime totalitaire: d'un côté une majorité conformiste et veule; en face, une minorité décidée jusqu'à l'héroïsme. Ils ajoutent des précisions à l'histoire des manifestations patriotiques et spontanées en faveur du Caudillo et décrivent les alcaides rameutant les manifestants à travers la province grâce à des indemnités de 300 pesetas, voyage et indemnité en sus.

Tous les membres de DP, presque unanimes cette fois, se sont retrouvés dans la rue, au coude à coude avec les camarades de gauche, à Lausanne, à Genève ou ailleurs, pour manifester contre le procès de Burgos.

D'aucuns, de D.P. qui ont de plus participé à la démonstration contre l'antisémitisme en URSS le 27 décembre dans la capitale fédérale, doivent à la vérité de dire qu'ils y ont trouvé d'aussi forts mobiles d'adhésion pour le moins.

D'abord parce qu'elle était rigoureusement silencieuse, les gens n'y défilaient pas pour se faire plaisir. On était loin du psycho-mélodrame, mais près des embastillés menacés d'exécution. Visiblement, les bons Bernois déambulant devant les vi-

trines de Noël, d'abord outrés, malgré leur antisoviétisme, par l'impudeur de ces juifs se permettant de monopoliser le pavé après les Jurassiens, les Espagnols et les contestataires, finissaient par être saisis et exprimaient discrètement leur adhésion.

Ensuite parce que parmi les calicots figurait en bonne place une banderole qu'on aurait aussi aimé voir dans les autres manifestations:

Burgos, Gdansk, Leningrad, un même combat. Car c'est bien une bataille globale qui a été menée en cette fin d'année 1970.

Certes dans tous ces pays, et dans bien d'autres, des gens coupables de révolte contre la tyrannie ou même pas coupables de cela, continuent de croupir dans les geôles. Mais la tyrannie n'a pas pu aller jusqu'au bout de l'effroi. Qui a arrêté le bras des bourreaux? Les masses, le Pape, les chancelleries, les éditoriaux de la presse? Tout ce monde ensemble et aucune personne plus qu'une autre probablement, mais une certaine idée de l'homme qui apparaît parfois avec suffisamment de netteté à travers les miasmes du siècle pour qu'elle doive être prise en considération et c'est là une raison d'espoir et d'action. Action qui ne peut être efficace que par une fidélité inflexible à cette idée.

Bi-mensuel romand
N° 143 19 janvier 1971 Huitième année

Rédacteur responsable: Henri Galland
Le numéro: 70 centimes

Abonnement pour 20 numéros:
Pour la Suisse: 12 francs
Pour l'étranger: 15 francs

Changement d'adresse: 50 centimes
Administration, rédaction:
Lausanne, Case Chauderon 142
Chèque postal 10 - 155 27
Imprimerie Raymond Fawer S.A., Renens

Aux articles de ce numéro ont collaboré:

Eric Baier
Jean-Daniel Delley
Ruth Dreifuss
Henri Galland
Jean-Pierre Ghelfi
Marx Lévy

Le N° 144 sortira de presse le 2 février 1971

Le Fonds national suisse de la recherche scientifique: petits enjeux, beaucoup d'heureux

Le Fonds national suisse de la recherche scientifique est né, comme la Confédération, un 1^{er} août. Hasard, symbole, volonté d'économie? Nous n'irons pas jusqu'à dire que cette date anniversaire soit pour le Fonds national aussi mythique que pour la Confédération. Car depuis la cérémonie du 1^{er} août 1952, dans la salle du Conseil des Etats, les finances fédérales ont versé à cette institution de droit privé plus de 400 millions de subsides — 398,1 millions très exactement jusqu'à fin 1969. De 2 millions de francs par an à la fondation, l'apport de la Confédération se monte maintenant à 60 millions et atteindra, dès 1974, 90 millions. L'ampleur des sommes investies, l'étendue des responsabilités assumées par le Fonds national et l'importance prise par la recherche fondamentale dans toutes les branches de la science ne permettent plus de considérer ce dernier comme une institution marginale, comme un épiphénomène universitaire. L'orientation d'une partie de la recherche scientifique, notamment dans les sciences humaines, privées pratiquement des ressources de l'économie privée, pourrait dépendre désormais de lui, et cette influence se répercute jusque sur le travail effectué dans les universités. En regard du rôle croissant que joue le Fonds national, le rapport pourtant très sérieux qu'il publie chaque année ne paraît plus suffire à la curiosité légitime du citoyen. Car les questions que l'on aimerait poser dépassent largement la liste des bénéficiaires, le détail des sommes engagées et les noms des membres du Conseil de fondation et du Conseil de la recherche que contient cette brochure.

Recherche fondamentale et philosophie

Le message par lequel le Conseil fédéral proposait aux Chambres le 26 octobre 1951 la fondation d'un Fonds national justifiait cette proposition par la tradition d'éducation et de recherche propre à la Suisse et surtout par l'importance de la recherche fondamentale dans la société industrielle, recherche qui ne saurait d'ailleurs être purement utilitaire, « puisque l'histoire de la science montre clairement que le progrès technique et scientifique est lié, lui aussi, en dernière analyse, à la culture générale. » (Message concernant l'augmentation de la subvention annuelle ... 27 avril 1959, p. 2). En 1967, le professeur A. de Muralt évoquait à nouveau ce double aspect de la « philosophie » du Fonds national qu'il

présidait alors. « La Suisse fortement industrialisée, exportatrice couvrant le monde de ses produits, la Suisse dont les citoyens ont un haut niveau de vie, a depuis trop longtemps franchi le « point of no return » pour qu'elle puisse songer à revenir à la simplicité ancestrale. Nous devons courageusement suivre la route que nous avons choisie et avoir confiance dans l'avenir, ce qui signifie que nous devons garder notre rang parmi les pays qui, dans le monde, sont à l'avant-garde du progrès scientifique... »

« Or, si nous considérons la vie scientifique dans son ensemble, nous constatons que c'est précisément des disciplines philosophiques, philologiques et historiques qu'émane un esprit de synthèse d'autant plus nécessaire que la technique dirige de plus en plus notre vie. Suisses, habitants d'une terre dénuée de matières premières, nous sommes voués à un labeur opiniâtre et créateur pour suppléer à la pauvreté de notre sol. Pour que l'étincelle de l'invention ne cesse de jaillir, toutes nos recherches, que celle-ci relèvent des sciences naturelles, de la médecine ou de la technique, doivent être fondées sur les valeurs spirituelles que cultivent les sciences morales. La contribution de ces dernières est indispensable au renom de la Suisse aussi bien qu'aux communautés culturelles de tous les pays... » (Le Fonds national a quinze ans, pp. 46-47).

Une seule bénéficiaire

Mais ce double aspect n'est qu'un leurre. En dernier ressort, c'est à l'économie et à elle seule que revient le bénéfice de la recherche fondamentale et « désintéressée », non seulement dans les sciences exactes ou naturelles, mais aussi dans les sciences humaines. L'ancien président du Fonds national ne le cache d'ailleurs pas, lorsqu'il écrit, dans la même brochure, « Le prestige acquis par les chercheurs, dont les travaux ont attiré l'attention du monde, rejaillira sur le pays qui les abrite. Puis, directement ou indirectement, leur activité aura des répercussions économiques, car leurs travaux ou les collaborateurs qu'ils auront spécialement formés, constitueront un potentiel qui, d'une manière ou d'une autre, rendra d'éminents services à l'économie. » (id. p. 52).

La philosophie du Fonds national consiste donc à justifier une politique de la recherche qui se met au service d'une rationalité technico-économique

dont le but ultime est la croissance. C'est ce que révèle entre les lignes le message du Conseil fédéral et plus encore l'article du professeur de Muralt. C'est ce que démontre impitoyablement l'organisation et la gestion du Fonds national.

La part des sciences humaines tout d'abord a décliné dans l'ensemble des subsides accordés pour la recherche ou la publication de textes. Dans la période 1952-1957, cette part se montait à 28 % du total en moyenne, pour retomber durant les cinq années suivantes, alors que le montant des subsides fédéraux doublait, à 10 %. La moyenne des quinze premières années, fièrement proclamée en 1967, de 12,7 % pour les sciences humaines, n'atteint plus, poursuivie jusqu'en 1969, que 12,5 %.

Certaines sciences humaines

Ces sciences humaines, quelles sont-elles en outre? Il n'est pas inintéressant de se poser la question soit au niveau de leur classification, soit au niveau de l'attention qui leur est apportée. On constatera alors avec surprise, sauf à se placer dans une conception strictement utilitariste, que la géographie (liée à la climatologie et à la météorologie) n'appartient pas à la section I (sciences humaines), mais à la II (sciences naturelles exactes, aux côtés de la physique, de la chimie et des mathématiques). Querelle de spécialistes, ou mieux encore, difficultés de classer des sciences dont l'évolution depuis quelques années s'est accélérée et diversifiée, direz-vous. Ce n'est pas faux. Mais comment expliquer alors qu'il ne se trouve dans la liste des membres de la division I, chargés d'examiner les requêtes et de prendre les décisions, sauf renvoi en assemblée plénière du conseil de la recherche, aucun représentant de ces sciences humaines « nouvelles », en pleine évolution, comme la sociologie, la géographie, la science politique, etc...?

Sur le plan financier, on constate que, de 1952 à 1968, la théologie et histoire de l'Eglise a reçu pour la recherche et la publication de textes un peu moins de 4 millions de francs, soit presque autant que le droit et plus que l'économie politique ou la sociologie et orientation professionnelle (2,6 millions chacun). La répartition des fonds confirme donc ce que l'énumération des disciplines laissait déjà entrevoir, à savoir d'une part que les sciences humaines sont aux yeux du Fonds national les sciences mo-

L'extrême-gauche romande II: révélatrice de quoi?

Mai 68 a vu s'épanouir un nouveau type de formation politique d'extrême-gauche: les groupuscules. A ce phénomène, DP a consacré dans son numéro 140 un article qui s'efforçait de dresser la carte, toujours mouvante, de la géographie de l'extrême-gauche en Suisse romande.

Il s'agit maintenant de tenter une explication plus générale. Sur la base de la description précédente, nous pouvons convenir d'appeler groupuscules des groupes restreints qui prétendent à une visée politique révolutionnaire et se veulent en possession d'une idéologie rigoureuse liée à des doctrines telles que le marxisme, le trotskysme, le maoïsme, etc... Apparitions souvent éphémères et changeantes, en fréquents conflits les uns avec les autres, ils mènent leurs actions en dehors des partis et des syndicats ouvriers traditionnels, moins sous la forme de revendications continues et de vaste envergure que de coups de poings portés aux endroits chauds de la conjoncture, dans l'intention de mettre en crise le système. Cette praxis pointilliste à prétention globale correspond non pas tant à une théorie de la guérilla qu'aux possibilités réelles d'action que peuvent détenir de petits groupes instables de jeunes.

L'existence de tels groupes politiques pose plusieurs questions: Pourquoi leur audience grandissante

dans la jeunesse citadine suisse romande? D'où vient leur adhésion aux sources et aux doctrines traditionnelles du mouvement ouvrier? Comment expliquer la multiplicité de leurs actions, souvent vouées dès l'origine à l'échec?

Une tradition historique

Avant de savoir si nous pouvons négliger ce phénomène ou si nous devons au contraire le prendre au sérieux, reconnaissons qu'il n'est pas très nouveau dans l'histoire. Sans même en appeler à la longue tradition des révoltes de jeunes, par exemple étudiantes, qui exprime l'un des aspects du conflit des générations, on peut rappeler le puissant mouvement de jeunesse qui secoua l'Allemagne au tournant du XX^e siècle et la floraison dans notre pays par exemple, aux environs des années 30, des fronts d'extrême-droite fascistes ou para-fascistes.

Ces deux derniers cas sont intéressants parce que nous y trouvons déjà ce qui fait le fond commun des groupuscules, à savoir la critique radicale de la société industrielle et des valeurs de la bourgeoisie, le rendement, la course au profit et à la consommation, l'égoïsme individualiste, l'hypocrisie. La crise de civilisation qui s'est exprimée au travers des événements de mai 68 n'est donc pas récente et depuis cinquante ans, à travers des formes politiques di-

verses, une partie de la jeunesse bourgeoise remet périodiquement en doute les valeurs par lesquelles s'exprime son assise sociale. Cependant l'évolution sociale des pays industriels s'est poursuivie, au travers des guerres et des remous politiques et économiques, dans la même direction: rationalisation de la production, amélioration générale du niveau de vie, intégration économique et politique des classes laborieuses à la société bourgeoise, démocratisation de la vie culturelle et sociale, ce qui entraîne corollairement un décalage croissant entre la réalité et les schémas idéologiques des partis et des syndicats, pas uniquement d'ailleurs dans les formations de gauche.

De nouveaux groupes sociaux

Ces décalages sont nombreux et l'évolution accélérée de la consommation et des mœurs les rend chaque jour plus évidents. C'est ainsi que se précise de plus en plus clairement la figure de nouveaux groupes sociaux que certains n'hésitent pas à baptiser prolétaires bien qu'ils soient apparemment fort loin, financièrement ou socialement, de l'image traditionnelle qui s'attache à ce terme. Pourtant, ces groupes vivent bien une condition de prolétaire en ne pouvant dépasser la contradiction qui existe entre le pouvoir qu'ils pourraient détenir et l'impos-

rales par excellence: philosophie, philologie et histoire qui, comme l'écrivait excellemment le professeur de Muralt, cultivent des valeurs spirituelles. Quant au point de vue social, c'est-à-dire l'aménagement de l'espace géographique et humain dans lequel l'homme vit, en collectivité, il apparaît systématiquement comme négligé. Les responsables du Fonds, c'est-à-dire les membres des divisions, sont effectivement renouvelés assez fréquemment, ce qui est une nécessité, en raison déjà du poids de leur tâche. Mais ce renouvellement ne paraît pas entraîner une ouverture vers de nouvelles activités, vers de nouvelles préoccupations, infiniment plus importantes pour la survie de l'homme et de la société que les valeurs individualistes que l'on entend cultiver pour faire contrepoids à la technicité croissante. De qui, de quoi, aurait-on peur?

Jeunes chercheurs

Parmi les motifs d'inquiétude qui justifiaient en 1952 la fondation du Fonds national ne figuraient pas seulement l'état de la recherche pure dans les hautes écoles, mais aussi les difficultés rencontrées au niveau de la relève scientifique (et universitaire). Or la première préoccupation risquait de contredire la seconde. Relisons sous la plume du professeur de Muralt les critères d'estimation d'une requête déposée auprès du Fonds national: « C'est naturellement toujours la valeur personnelle du chercheur qui est l'argument principal; il sera jugé sur sa production scientifique, l'originalité de ses travaux et sa capacité de diriger une équipe de recherche. Animé d'un vif esprit critique, il devra jouir dans sa spécialité d'une réputation méritée! » (id. p. 53). Quel jeune chercheur, frais émoulu de l'université, quel travailleur solitaire, menant de front une recherche et un métier d'enseignant secondaire, par exemple, pourrait satisfaire à de pareils critères? Conscient de cette difficulté, le Fonds créait des subsides de chercheurs débutants, attribués par les commissions locales de recherches (universités, institutions scientifiques nationales) complétés il y a quelques années par des bourses plus importantes dépendant, elles, du Fonds national lui-même. En seize ans, 1058 boursiers ont bénéficié de cette possibilité, pour un total de 13,1 millions de francs, dont un peu moins de la moitié est allé aux sciences humaines. Cet effort est méritoire, mais il est allé

proportionnellement en décroissant. Dans ce cas aussi, le Fonds national ne prend pas de risque et son action tend à consolider les hommes et les institutions en place plus qu'à préparer l'avenir.

Préparer l'avenir, mais au nom de quoi? Dès l'origine, le Fonds national a refusé d'être le lieu de réflexion et l'instrument de réalisation d'une véritable politique nationale de la recherche qui, entre le dirigisme étatique et l'anarchie libérale, permettrait de développer des secteurs de recherches adaptés à nos besoins communautaires (p. ex. aménagement du territoire, planification économique) et à nos possibilités matérielles. Décrivant sa conception de la recherche fondamentale « économique et avec des moyens raisonnables », le professeur de Muralt écrit en 1967 que « le premier principe consiste à choisir des chercheurs de première force ayant reçu une excellente formation... Le deuxième principe revient à mettre à disposition de ces savants des collaborateurs qualifiés et des moyens suffisants... Et cela suffit. C'est ainsi et ainsi seulement que se constitueront d'eux-mêmes des « centres de gravité » de la recherche. » (id. p. 52).

Centres d'excellence

Mais cela suffit si peu que le Fonds, après avoir encouragé la création de ces derniers pour des raisons financières, doit envisager maintenant la création de « centres d'excellence », qui permettront de regrouper un peu les efforts. Mais ni ces « centres d'excellence », ni la création, il y a quelques années, d'une commission de planification, même s'ils inspirent demain la politique du Fonds et limitent le saupoudrage des crédits, ne peuvent remplacer une politique raisonnée de la recherche. Car une fois encore, ces efforts de « centralisation » porteront essentiellement sur les sciences naturelles exactes et la médecine, grandes dévoreuses de crédits. Dans le domaine des sciences humaines, où règne l'anarchie du fait de l'atomisation des recherches et de l'individualisme des chercheurs, le Fonds n'entreprend rien pour encourager des entreprises nouvelles, pour stimuler la recherche interdisciplinaire, puisque, dans ce domaine, Dieu merci, la liberté ne coûte pas trop cher. C'est ainsi que l'inspiration des requérants, tempérée par les rapports de puissances, définit une politique de la recherche.

Malgré l'évolution qui se fait dans le reste du monde, malgré la mise en place de nouveaux organismes, tel le Conseil suisse de science, dont les avis demeurent académiques, puisque désintéressés, le Fonds national se cramponne à un empirisme prudent. Cet empirisme semble en effet devoir être renforcé encore par le transfert du centre de gravité du travail, qui s'est opéré au sein du FNRS, depuis quelques années, et qui est devenu maintenant statutaire. Certaines compétences du Conseil de la recherche — organe exécutif — ont en effet passé à son bureau, en raison de l'augmentation de ses membres, nommés pour une petite part par le Conseil fédéral et pour l'essentiel pour le Conseil de fondation. D'autre part, les divisions ont pris une place accrue puisqu'elles examinent les requêtes et se contentent de faire ratifier leurs décisions en séance du Conseil de la recherche. Les représentants des sciences humaines (division I), des sciences naturelles (division II) et de la médecine (division III) — dont la liste des membres, on se demande pourquoi, n'est pas fournie dans les rapports annuels du FNRS — travaillent désormais séparément, et cette nécessité pratique rend encore plus impensable l'élaboration d'une ligne politique commune.

Le véritable but du fonds

Mais cet empirisme est coûteux comme le démontre avec éclat le Message du Conseil fédéral du 28 mai 1969 en demandant une augmentation progressive de 60 à 90 millions de la subvention annuelle au Fonds national. Comment pourrait se discuter aujourd'hui la nécessité de la recherche scientifique? Peut-être en se demandant si le véritable but du Fonds doit être de venir en aide à deux catégories seulement de secteurs: ceux qui sont fondamentaux pour l'économie privée et ceux qui lui sont totalement inutiles, du moins matériellement et qui ne gênent donc pas les intérêts de cette dernière. Car telle est bien la conséquence d'une gestion qui n'ose pas dégager une politique raisonnée et raisonnée de la recherche fondamentale et de la relève universitaire en fonction des nécessités scientifiques à moyen et long terme.

sibilité où ils sont de l'exercer; mais ce sont des prolétaires nouveaux parce que leur aliénation est qualitative d'abord et qu'elle dépasse la revendication traditionnelle de la jeunesse ou de l'artiste, pour devenir celles de tous ceux qui, enseignants, chercheurs, techniciens, assistants sociaux, médecins, ecclésiastiques, ne peuvent se dérober dans l'exercice de leur profession à une exigence d'amélioration qualitative de la société. Emprisons-nous d'ajouter que les contours de ces groupes sociaux comme leurs motivations sont encore flous, et que leur situation est loin d'être homogène. Certains se révoltent parce qu'ils se rendent compte que l'organisation sociale détruit ce qu'ils font et tient en échec leur visée profonde. D'autres n'acceptent pas de voir leur statut social ou professionnel remis en question, d'autres enfin, placés au cœur de la société et de ses secteurs de pointe, se révoltent parce qu'ils sont aux prises directement avec les contradictions sociales. Cette dernière catégorie se rapproche en fait de ce qu'on appelle la nouvelle classe ouvrière, mais il convient de se garder ici de toute généralisation, notamment dans le cas de la Suisse romande.

À la jeunesse, porte-parole traditionnel de la contestation, ressentie plus moralement qu'économiquement, s'est donc joint progressivement depuis quelques années la voix d'hommes plus pondérés et qui

vivent dans leur métier les contradictions de la société capitaliste actuelle. Certes tous ceux qui ressentent, qui souffrent de ce malaise de la civilisation ne militent pas politiquement ou pas uniquement politiquement. On les retrouve aussi actifs dans les Eglises, et les associations culturelles par exemple. Mais c'est apparemment dans ce milieu que les groupuscules recrutent leur « clientèle ». En comparaison avec celle des ligues fascistes des années 30, faites surtout d'étudiants, d'employés, de rentiers, de boutiquiers, ruinés par la crise, la différence saute aux yeux. Elle explique déjà l'orientation politique « de gauche » prise par ce renouveau de la contestation. Il ne s'agit plus seulement de lutter contre une société de misère et de retrouver un ancien statut social dans un monde plus vrai, comme le réclamaient les extrémistes de droite; il s'agit pour les groupuscules actuels de reprendre par le durcissement de la lutte des classes le combat fondamental contre le capitalisme, abandonné par les associations historiques de la classe ouvrière, trahi par le schéma soviétique du socialisme. Le recrutement social n'est pas seul à expliquer cette orientation. D'autres suggestions plus politiques peuvent être avancées, qui vont du discrédit du modèle révolutionnaire fasciste jusqu'à la réussite gestionnaire de la droite et de la Sociale démocratique, depuis 1945, en Europe occidentale et aux

Etats-Unis. Comment ne pas voir enfin que non seulement le mouvement de contestation de la jeunesse est né aux Etats-Unis et en Europe à propos des rapports entre les pays nantis et le Tiers Monde et que les groupuscules sont sortis des actions menées contre la guerre du Vietnam, contre la discrimination raciale, etc...? Depuis 1945, il ne semble plus rester d'autres solutions pour ceux qui estiment que la société industrielle et son organisation capitaliste doivent être détruites que d'en appeler à l'analyse marxiste de la lutte des classes et à la vision eschatologique du socialisme révolutionnaire.

Trois conditions d'existence

Tel est le contexte général de l'apparition de ces nouvelles formations. Mais l'analyse ne saurait s'arrêter là. Si nous voulons mieux comprendre les avatars et les difficultés de la conscience révolutionnaire des groupuscules, nous devons examiner les trois conditions qui président à leur constitution, comme à celle de tous groupes sociaux qui visent à transformer radicalement la société, c'est-à-dire à devenir des acteurs historiques:

- l'identité qui recherche les solidarités
- l'opposition qui désigne l'adversaire
- la totalité qui fixe la vision globale de l'homme et de la société.

L'extrême-gauche romande II (suite de la page 3)

L'identité est d'autant plus difficile pour les groupuscules que les nouveaux prolétaires, comme nous l'avons vu sont encore objectivement et subjectivement mal définis et que le prolétariat traditionnel demeure la classe ouvrière. Il va donc se produire une identification quasi religieuse avec le prolétariat dans son ensemble, idéalisé et perçu à travers le prisme d'idéologies. Les scissions idéologiques sont dès lors inévitables entre ceux qui demandent au marxisme-léninisme d'indiquer le prolétariat idéalisé et ceux qui en appellent au maoïsme, à l'anarchie, etc...

Cette idéalisation du prolétariat, à travers Lénine, Mao, Proudhon ou Che Guevara, permet à la fois une substitution et une omission lourdes de conséquence. Une substitution puisque les motifs initiaux des groupuscules tendent à le céder à un altruisme paternaliste et que la responsabilité de l'action est transférée au prolétariat mythique et inexistant. Une omission puisque les groupuscules peuvent éviter ainsi un affrontement sérieux avec la réalité, tant celle de la vie sociale que celle de la classe ouvrière traditionnelle. L'identification à cette dernière est inévitable, du fait de la lutte commune contre le capital. Mais la transformation de la classe ouvrière traditionnelle et la situation des nouveaux prolétaires rend cette identification illusoire, quoique peut-être inévitable dans la phase actuelle des contradictions sociales.

Une opposition totale

Dans leur recherche de l'adversaire, les groupuscules font une opposition totale et globale, car la répression et l'exploitation leur paraissent se dissoudre aujourd'hui en d'innombrables agents impersonnels et se trouver davantage dans les mécanismes du système que dans les personnes. Telle est la source d'une autre aliénation de la conscience contestatrice: le mythe, né d'une fausse lecture de Marcuse, du caractère totalitaire de toute réalité sociale, qui entraîne les groupuscules à réduire toute action efficace à une refonte totale et immédiate de la société. Cette pratique du tout ou rien semble être plutôt la conséquence d'un désarroi que d'une analyse sérieuse des possibilités d'actions existantes. Elle entraîne un type d'action que l'on pourrait qualifier d'anarchiste, qui ne distingue plus entre les gestes bons et les gestes mauvais, entre les terrains stratégiquement privilégiés et les autres. Toute action qui est suffisamment radicale dans son ossature formelle est révolutionnaire a priori, quelles qu'en puissent être les conséquences à moyen ou long terme pour l'ensemble de la lutte.

Il est de fait que le pouvoir devient dans notre société toujours plus concentré et en même temps toujours plus diffus, et qu'il est très difficile de trouver des responsables au travers de processus de décision de plus en plus complexes. Mais prétendre s'opposer au système dans son entier — comme qualifier de révolutionnaire toute action formellement radicale — conduit à l'impuissance. Désigner la bourgeoisie comme adversaire principal — alors qu'émergent de nouveaux groupes dominants — revient à s'attaquer au système dans son ensemble, donc à se condamner à l'impuissance. Telle nous paraît être la seconde difficulté que rencontrent les groupuscules.

A la recherche d'une vision globale

La troisième surgit au plan de la recherche d'une totalité. Tout acteur historique en effet cherche à imposer sa vision du monde, une vision qui constitue un élément fondamental de la mobilisation politique puisqu'elle permet aux différents acteurs sociaux d'adhérer à une même image de la société future. Cette vision se traduit concrètement par une doctrine et un programme. Peut-être est-ce sur ce point que les groupuscules sont le plus improductifs, dans la mesure où leurs doctrines ne sont générale-

ment que la reprise dogmatique des doctrines traditionnelles et où ils se refusent à élaborer des programmes d'action.

Cette carence ne doit pas surprendre, même si elle caractérise l'ensemble des forces de gauche. Une doctrine, un programme ne naissent pas de la seule pensée d'un bon révolutionnaire ou d'un bon réformiste, mais correspondent à une situation historique donnée et à l'état de dévoilement des contradictions sociales à cet instant. Le moment historique actuel est profondément ambigu dans la mesure où les conflits de l'étape précédente du capitalisme ne disparaissent que lentement et que les nouveaux conflits n'apparaissent pas encore nettement, mais se perçoivent sous la forme d'une nouvelle crise de la civilisation. Les groupuscules dont la base se recrute à l'intérieur de groupes profondément mais confusément engagés dans cette nouvelle étape du développement de la société, et qui sont donc influencés encore par des langages antérieurs, ne peuvent exprimer ces nouveaux conflits qu'au moyen des doctrines propres aux conflits précédents. Cette situation conduit à un mélange idéologique d'éléments disparates qui révèle l'impossibilité de trouver pour l'instant un langage adéquat à une situation nouvelle, encore en gestation.

Le danger du ghetto

Les dangers qui menacent les groupuscules dans la phase présente sont donc nombreux. En Suisse romande où l'aspect politique paraît l'emporter sur la contestation, à la différence de la Suisse allemande où fleurissent les groupes culturels divers qui témoignent avant tout de la crise de civilisation, ces dangers s'appellent ghettos et stérilisation de la gauche.

Ghettos dans la mesure où les groupuscules, dans leur recherche d'identité, d'opposition et de totalité s'enferment dans leurs analyses théoriques et perdent tout contact avec la réalité et avec les autres formations de gauche. Mais s'ils sont des mouvements politiques à visée révolutionnaire, ils ne peuvent, sous peine de cesser d'exister, devenir simplement, comme les groupes contestataires et les communautés de tous genres, des signes prophétiques qui dans les ténèbres du présent annoncent la lumière des temps meilleurs. Toute revendication politique — même dans le sens d'une révolution culturelle — est d'abord changement dans les rapports de production et de pouvoir. Toute lutte révolutionnaire est combat pour renverser la classe ou le groupe dominant. Tel est pourtant l'un des points fondamentaux des doctrines dont ils prétendent se réclamer.

Stérilisation de la gauche ensuite, dans la mesure où la force potentielle des groupuscules est détournée d'un plan d'ensemble au profit d'actions ponctuelles dans lesquelles souvent la forme l'emporte sur le sens. Qu'importe le geste, pourvu qu'il soit beau! Mais cette phrase n'est ni de Marx, ni de Lénine. En attendant l'anarchisme de certaines actions peut faire perdre des batailles à la gauche traditionnelle. Elle peut aussi, il est vrai, lui faire gagner des guerres, soit en la sortant de sa torpeur, soit en redonnant à sa revendication un nouveau venin, réel ou imaginaire.

Les groupuscules ne sont donc en mesure ni d'identifier les forces nouvelles du combat social et politique, ni de désigner précisément l'adversaire, ni d'offrir une doctrine et un programme cohérents, adaptés à une situation historique nouvelle. Leur impuissance, les dangers auxquels à tout moment ils succombent ne doivent cependant pas cacher leur signification fondamentale: ils sont le signe que de nouveaux conflits sont en train d'apparaître entre acteurs sociaux nouveaux. Ils indiquent clairement l'appauvrissement de la gauche traditionnelle, incapable de répondre à la crise de civilisation, d'attirer à elle les nouveaux prolétaires et de dessiner les contours d'une nouvelle révolution.

Le petit livre rouge des écoliers

Ni anodin, ni scandaleux, ni un chef-d'œuvre.

Il fera scandale pour ceux qui ne lisent pas la presse commerciale pour adolescents, qui en dit tout autant avec moins de franchise.

Il fera scandale pour ceux qui ignorent encore que la Suisse est en Europe, comme le Danemark.

Il fera scandale pour ceux qui confondent la morale sexuelle du XIX^e siècle avec l'Évangile.

Pas un chef-d'œuvre, parce que le ton didactique est un parti de style, mais il n'est hélas! pas poussé jusqu'à l'humour.

Pas un chef-d'œuvre, car c'est mal connaître les adolescents que d'imaginer qu'ils puissent rédiger des lettres de dénonciation flicardes sur leurs mauvais profs.

Pas anodin, il faut le croire si l'on en juge par les réactions de la « Nouvelle Revue », qui ignorait qu'on n'appelait pas un chat une zizi.

Le mariage de Nénes avec Nounours

Il y a quelques années nous publions la liste des vingt plus grandes entreprises industrielles de Suisse.

Par fusion et concentration, elle est bientôt réduite de moitié.

Aujourd'hui Nestlé-Oursina.

En face et politiquement, quel contre-pouvoir?

Les CFF et le tact

La gare de Cornavin est ornée d'affiches géantes aux couleurs espagnoles proclamant dans la langue de Cervantès: « Espagnols, nous avons besoin de votre collaboration pour le nettoyage des wagons. » Chacun appréciera le rapprochement entre une nationalité et une activité hautement appréciée et épanouissante. Nous savions qu'il existait chez nous un racisme latent, mais que des services publics l'officialisent...

Pour ne pas en pleurer, imaginons un gros industriel espagnol attiré chez nous à grands coups de publicité s'arrêtant devant l'affiche...

Goupillon et sabre de bois

Le « rapport de la commission pour l'étude des problèmes d'éducation et d'instruction militaires » ou « Rapport Oswald » est sorti des limbes. Aussitôt, la réformette retenue de la réforme entreprise a fait les gros titres des quotidiens.

Nous avons eu droit aux photos, de dos et de profil, de la coupe de cheveux à l'ordonnance 1971, assortie d'un communiqué de l'Association suisse des maîtres-coiffeurs.

Outre cet aspect capillaire de la réforme, un correspondant militaire de la « Tribune de Lausanne » s'est distingué en citant l'avis d'un certain colonel C. opposé au rapport Oswald:

« Les formes militaires, dit-il, sont aux armées ce que la liturgie est — ou plutôt était — à l'Église romaine: un support de la foi. Supprimez le latin, remplacez le chant grégorien par des chansonsnettes, mettez les abbés en blue-jeans et voilà contestés le célibat des prêtres, l'autorité du pape, l'indissolubilité du mariage, au bout du compte tout l'enseignement de l'Église. Si la foi y résiste, c'est qu'elle a la dureté du granit. Plus vraisemblablement, hélas, l'inconsistance de la pâte à modeler. »